

La croissance décroche

L'activité ralentit fortement en 2018 à La Réunion : la progression du PIB en volume est de + 1,7 % après quatre années de croissance autour des 3 %. Le repli du marché du travail conjugué à une reprise de l'inflation limitent l'augmentation du pouvoir d'achat des Réunionnais. La consommation des ménages progresse ainsi faiblement (+ 1,1 %). Dans le même temps, la consommation des administrations et l'investissement ralentissent également. Seules les dépenses des touristes tirent leur épingle du jeu.

Bérangère Duplouy, Insee

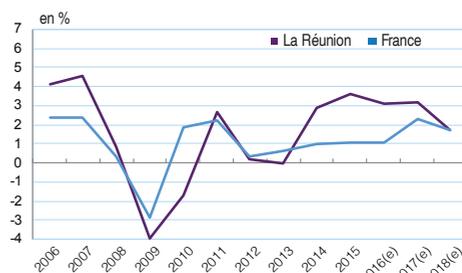
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion ralentit très nettement en 2018 : le PIB progresse de 1,7 % **en volume** après quatre années de croissance autour de 3 % entre 2014 et 2017 (*figure 1*).

Le PIB par habitant progresse de 1,9 % **en valeur** en 2018, soit nettement moins vite qu'en 2017 : il s'établit ainsi à 22 200 euros en 2018. Pour la première fois depuis 2011, la hausse du PIB par habitant national (+ 2,2 %) est ainsi plus forte qu'à La Réunion. Le rattrapage réunionnais marque le pas : le PIB par habitant réunionnais représente 63 % du niveau national, comme en 2017.

En France, après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012 : les importations ralentissent davantage que les exportations. Néanmoins, la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages et demande publique. En outre, les entreprises déstockent en 2018, ce qui pénalise aussi la croissance. Enfin, l'investissement des entreprises décélère mais reste robuste.

1 Le PIB augmente de 1,7 % en volume à La Réunion, comme au niveau national

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2014) - comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Coup de frein sur la consommation

À La Réunion, la consommation des ménages contribue toujours à la croissance en 2018 (*figure 2*). Mais elle progresse faiblement cette année : + 1,1 % en volume après plusieurs années de croissance soutenue au-dessus de 3 %. Ce net ralentissement s'explique par une faible progression des revenus d'activité versés en 2018 : seulement + 2,2 %.

L'année 2018 est en effet marquée par une situation du marché du travail qui se dégrade.

L'emploi salarié est en recul sur l'année 2018, en lien avec la baisse du nombre de contrats aidés et les blocages liés au mouvement des Gilets jaunes de la fin d'année : - 3 400 emplois entre le 4^e trimestre 2017 et le 4^e trimestre 2018. **Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail augmente** ainsi de nouveau en 2018, pour s'établir à 24 % de la population active. Il augmente de deux points depuis 2016, après avoir décliné entre 2013 et 2016.

La progression du pouvoir d'achat est également amputée par l'augmentation des prix à la consommation : + 1,8 % sur un an, soit la plus forte inflation depuis six ans. Au final, le pouvoir d'achat progresse peu (+ 0,7 %) et les ménages ajustent leur consommation.

Ralentissement de la consommation des administrations publiques

Les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent également. Après une hausse de 3,2 % en volume en 2017, elles ne progressent que de 1,5 % cette année. Les dépenses de l'État continuent de progresser à un rythme soutenu (+ 2,7 % en valeur). En revanche, celles des administrations locales ralentissent franchement cette année (+ 0,9 % en valeur).

En 2018, la fréquentation touristique continue d'augmenter à un rythme soutenu (+ 5 % de touristes extérieurs en plus). De plus, les touristes ont dépensé davantage que les années précédentes. En conséquence, les dépenses touristiques progressent très fortement (+ 21 % en valeur). Elles constituent ainsi cette année le troisième moteur de la croissance réunionnaise, après la consommation des ménages et celle des administrations publiques.

2 La consommation, moteur en panne de la croissance

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	Évolution 2016/2017			Contribution à la croissance (en points)
	Volume	Prix	Valeur	
	en %			
Produit Intérieur Brut	1,7	0,7	2,4	1,7
Consommation des ménages	1,1	1,6	2,7	0,7
Consommation des administrations publiques	1,5	0,5	1,9	0,6
Investissement	1,3	1,0	2,4	0,3
Importations	0,1	0,6	0,8	0,0
Exportations	-9,4	-1,5	-10,8	-0,3
Dépense des touristes	19,2	1,5	21,0	0,3

(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2015 (base 2014) ; Cerom, comptes rapides (2016-2018).

Un investissement presque à l'arrêt

En 2017, l'investissement avait commencé à ralentir : il avait progressé de 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. En 2018, la hausse de l'investissement est encore plus modeste (+ 1,3 % en volume) et sa contribution à la croissance est désormais très faible. Si l'investissement continue de progresser dans le bâtiment, il est désormais en net recul pour les biens d'équipement, après des années 2014 à 2016 très dynamiques.

En lien avec la faiblesse de la consommation et de l'investissement, les importations sont stables en 2018 (+ 0,1 % en volume) et ne pèsent donc pas sur la croissance. En revanche, ce sont les exportations, en retrait de 9,4 % cette année, qui contribuent négativement à la croissance. Les exportations de poissons diminuent de 10 % en valeur, en lien avec la baisse du prix de vente de la légine. En parallèle, les exportations de sucre se replient plus encore après une campagne sucrière catastrophique (- 29 % en valeur). ■

L'économie française en ralentissement

En 2018, l'activité américaine est plus dynamique qu'en 2017, alors que la croissance dans la zone euro se tasse (+ 1,8 %). En France, l'activité économique française ralentit également, après une année 2017 dynamique. Si le commerce extérieur est favorable à la croissance, le déstockage des entreprises la pénalise. L'investissement ralentit, mais il reste robuste. De son côté, la demande intérieure (ménages et demande publique) freine : l'inflation plus élevée conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat. En 2018, l'emploi total augmente et le chômage continue de baisser (9,1 %).

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)

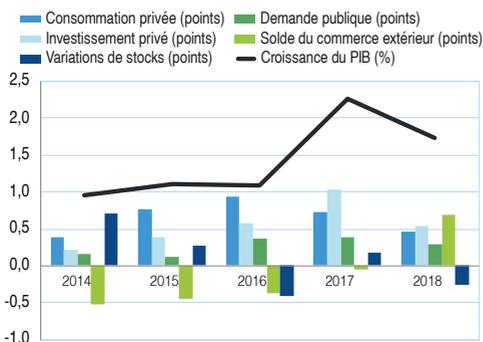
L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de

l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

1 Le ralentissement de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Variations annuelles du PIB en volume et contributions à ces évolutions



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %, *figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les

entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

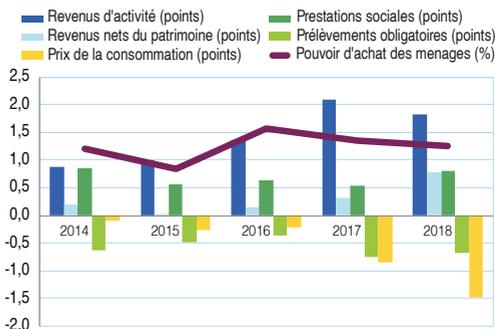
L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % et 10,0 % en 2016.

Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017),

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Variations annuelles du pouvoir d'achat des ménages et contributions à ces évolutions



Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (figure 2). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (basculer CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■